Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 26 (1989)
Heft: 936

Artikel: Système économique et système politique
Autor: Lambelet, Jean-Christian
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1010874

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'INVITE DE DP

Système économique et système politique

Question: où trouve-t-on aujourd'hui les partisans les plus convaincus, les plus inconditionnels de l'économie de marché? Réponse: pas tant à Chicago, ou en Suisse, ou du côté de Madame Thatcher que... dans les pays de l'Est, Union Soviétique non exceptée.

Violentes critiques

Quand on parle aujourd'hui à des ressortissants de ces pays, on est en effet souvent frappé par le caractère absolu et violent des condamnations qu'ils expriment de plus en plus volontiers, fréquemment et ouvertement (du moins dans mon expérience) sitôt qu'il est question de leur système économique centralisé. Souvent viennent alors à la surface des sentiments de frustration d'une extraordinaire intensité à l'endroit d'un système accusé d'être totalement inefficace et incapable d'assurer — excepté à une petite minorité de privilégiés — ce minimum d'aisance matérielle sans lequel rares sont ceux qui arrivent à «se réaliser» pleinement dans la vie. Un exemple frappant parmi d'autres: celui de ce Soviétique qui lors de rencontres antérieures était notoirement hermétique et ne s'écartait jamais de la ligne officielle, et qui tout à coup déclare publiquement qu'il est vraiment très dommage que sous Nicolas II les réformes de Stolypine aient échoué, car si elles avaient réussi, la Russie bénéficierait aujourd'hui de tous les bienfaits d'une économie de marché...

Car, en contrepoint, les économies de marché se voient parées de toutes les vertus imaginables. A tel point que l'interlocuteur occidental se sentira souvent obligé de corriger le tir et de faire observer que les économies de marché ont aussi leurs problèmes, lesquels ne sont quand même pas tout à fait négligeables. En outre, il s'estimera tenu de mettre en garde contre l'illusion que l'adoption éventuelle de réformes allant dans le sens d'une économie de marché produira des résultats immédiats à la façon d'un remède-miracle: par exemple, il a quand même fallu grosso modo dix ans (1948-1958) et une aide américaine importante pour que l'Allemagne occidentale arrive à remettre son économie sur pied après les destructions et dislocations de la guerre.

Mais surtout il mettra l'accent sur les aspects politiques du problème; à savoir qu'une économie authentiquement décentralisée est difficilement compatible avec un système politique où une minorité détient le monopole du pouvoir. Concrètement, dans un pays d'Europe orientale qui adopterait des réformes économiques allant dans le sens du marché, ce ne serait plus le chef communiste du village, du «rayon», de la ville ou de la région qui déciderait à qui (un neveu, par exemple) reviendrait tel ou tel poste économiquement important et intéressant, mais des entreprises indépendantes soumises aux exigences du marché. Autrement dit, le parti unique au pouvoir devrait renoncer à son monopole, ce qui est quand même beaucoup demander à une révolution venant d'en-haut.

Peu de changements depuis 1917

Alexander Gerschenkron, le grand historien économique américain d'origine russe, enseignait que la révolution de 1917 avait eu deux causes principales: d'une part, le mécontentement paysan lié à la propriété des terres et, d'autre part, l'incurie de l'administration tsariste telle que révélée par son incapacité à organiser comme il faut, en 1914-1917, le ravitaillement des villes en matière alimentaire et celui des armées en matière d'armes, de munitions et autres équipements, d'où les défaites militaires de ces années.

Toutes proportions gardées, la situation est-elle tellement différente aujourd'hui? A intervalles plus ou moins réguliers, chaque fois qu'il se passe quelque chose hors de l'ordinaire, l'incurie de l'administration soviétique s'étale au grand jour: ainsi à Tchernobyl, dont il n'est pas exagéré de dire que cela a été un accident *provoqué*, résultat d'un invraisemblable «trapèze»; ou plus récemment en Arménie, du moins si on en croit la plupart des récits et témoignages. Et dans le domaine militaire, l'Union soviétique a subi en Afghanistan une défaite, pour appeler les choses par leur nom.

La question qu'on finit donc par poser dans ces discussions, mais sans chercher à y répondre, est dès lors non seulement celle des chances qu'il y a de voir se réaliser là-bas de vraies réformes économiques et politiques, mais celles des chances qu'elles puissent se réaliser en dehors d'un bouleversement de type révolutionnaire.

Jean-Christian Lambelet

L'invité de DP s'exprime librement dans cette tribune. Jean-Christian Lambelet est professeur au Département d'économétrie et d'économie politique (DEEP) de l'Université de Lausanne et à l'Institut des hautes études internationales (HEI) de Genève.
Les sous-titres sont de la rédaction.

DP Domaine Public

Rédacteur responsable:
Jean-Daniel Delley (jd)
Rédacteur: Pierre Imhof (pi)
Ont également collaboré à ce numéro:
Jean-Pierre Bossy (jpb)
François Brutsch (fb)
Jean-Daniel Delley (jd)
André Gavillet (ag)
Jacques Guyaz (jg)
Yvette Jaggi (yj)
Charles-F. Pochon (cfp)
Points de vue: Jeanlouis Cornuz
Catherine Dubuis
L'invité de DP: Jean-Christian Lambelet
Abonnement:
65 francs pour une année
Administration, rédaction:
Saint Pierre 1, case postale 2612
1002 Lausanne
Tél: 021 22 69 10 **CCP:** 10-15527-9
Télétax: 021 22 80 40
Composition et maquette:
Liliane Berthoud,
Françoise Gavillet, Pierre Imhof
Impression:
Imprimerie des Arts et Métiers SA